Brexit Time now !

Le 18-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 6 février 2020

Le 12 décembre 2019, les électeurs britanniques ont donné une majorité écrasante au Premier ministre sortant Boris Johnson, pro-brexit, arrivé loin devant Jeremy Corbyn, son rival travailliste anti-brexit. Rappelons que les européistes du Parti travailliste (Labour) n'ont pas été les seuls perdants de ces élections. Le (petit) parti européiste libéral-démocrate paie cher (et c'est tant mieux) sa proposition anti démocratique d'annuler purement et simplement le Brexit sans nouveau référendum. Le pacte européiste pro-Remain composé des Lib-Dem (libéraux-démocrates), des Verts et du parti nationaliste gallois (Plaid Cymru) a été rejeté. En Ecosse, le résultat du SNP (indépendantistes écossais) n'a pas été le raz de marée annoncé mais le SNP continue à demander un second référendum d'indépendance pour échapper au divorce entre l'UE et le Royaume Uni. Malgré sa propagande, l'UE n'avance plus sur un tapis de pétales de roses…

Boris Johnson (BoJo) a rassemblé les partisans du Brexit à 78% ainsi que ceux qui étaient fatigués des manœuvres des européistes pour empêcher le Brexit, des citoyens de gauche déçus par l'ambiguïté de Jeremy Corbyn et ceux inquiets de la paralysie du Royaume-Uni en matière nationale et internationale. En se présentant comme « le candidat populaire, face à un parlement qui avait tout essayé pour paralyser le Brexit » BoJo a réussi à conquérir des régions ouvrières et défavorisées. La « Muraille rouge », ex-bastion du Labour qui s'étend du nord du Pays de Galles au nord de l'Angleterre, s'est clairement prononcée pour la « reprise du contrôle » de la politique du Royaume Uni par ses citoyens.

Le Brexit n'est pas une bonne nouvelle pour l'Union européenne car, malgré le déchaînement médiatique mensonger des européistes, destiné à terroriser les populations, Ii invalide le discours du « modèle européen » auprès des populations de l'UE et dans le monde entier et fait apparaître, crûment, le délitement d'une construction antidémocratique basée sur des règles néolibérales. Il acte la possibilité d'une véritable réversibilité politique pouvant conduire à la désintégration de l'Union européenne. Pour l'UE, le seul avantage du Brexit aura été de faire oublier un nouveau scandale européen : les fraudes massives par des oligarques aux subventions agricoles européennes, se chiffrant en millions d'euros…

Après le Brexit, quoi ?

Le Brexit, effectif depuis le 31 janvier 2020, permet enfin au Royaume Uni de reprendre sa place sur la scène internationale et d'engager de nouvelles relations avec l'UE et le reste du monde.

Le départ du Royaume-Uni, l'une des plus grandes économies du monde, en tant que membre de l'UE, est un coup sévère au projet supranational euro-fédéraliste. Il encourage les peuples de chaque pays de l'UE à quitter cette construction anti-démocratique, à récupérer sa souveraineté nationale et hâte l'inévitable désintégration du monstre européen.

Voilà pourquoi ce « Brexit Day » historique, du 31 Janvier 2020, est un jour de fête. Pas uniquement pour le peuple britannique et de l'Irlande du Nord, mais pour les démocrates cohérents et les internationalistes de tout le continent européen.

Les Britanniques ont voté en masse pour le parti conservateur, confirmant leur vote de juin 2016, afin de recouvrer leur souveraineté. Mais ce faisant, ils donnent aussi la main au Parti des classes dominantes. Il leur appartient désormais de se préparer au combat pour repousser toute politique néolibérale d'inspiration « thatchérienne » ou « blairiste » qui les précipiterait, encore plus, dans la précarité et la pauvreté.

Comme l'a si bien dit Nigel Farage dans son dernier discours au parlement européen, sur fond de drapeau britannique : *«Le 31 janvier à 23 h, marque un point de non-retour. Une fois que nous serons partis, nous ne reviendrons jamais, et le reste, ce ne sont que des détails… J'espère que le Brexit signe le début de la fin de ce projet. C'est un mauvais projet. Il est non seulement non démocratique, mais il est antidémocratique… Il donne du pouvoir à des gens sans qu'ils aient à rendre des comptes. Des gens qui n'ont pas de compte à rendre aux électeurs. C'est une structure inacceptable. »*

Spectacle pitoyable du parlement européen

Dès la fin du discours de Farage, les parlementaires européens ont une nouvelle fois montré qu'ils étaient sourds et totalement camés aux étoiles : ils se sont lancés dans une pleurnicherie chantée sur le thème « ce n'est qu'un au revoir »… Pathétique.

Et les affaires ont repris « as usual », les magouilles politicardes de plus belle. Car le départ des 73 députés britanniques entraîne l'entrée de 27 élus qui étaient restés au vestiaire depuis l'élection de 2019 (les 46 sièges britanniques restants sont temporairement gelés, dans l'éventualité d'un nouvel élargissement…) soit + 5 sièges pour la France et l'Espagne, + 3 sièges pour l'Italie et les Pays-Bas, + 2 sièges pour l'Irlande, + 1 siège pour la Roumanie, l'Autriche, le Danemark, la Croatie, la Finlande, la Suède, la Slovaquie, la Pologne et l'Estonie.

Les cinq nouveaux députés français sont : 2 pour LREM : Sandro Gozi, ancien député italien (l'un des deux seuls élus en France n'ayant pas la nationalité française) et Ilana Cicurel, femme politique et avocate ; 1 pour le RN : Jean-Lin Lacapelle, membre du parti (ex-Front national) depuis 1986 ; 1 pour EELV : Claude Gruffat, patron de la chaîne de magasin Biocoop ; 1 pour PS-Place Publique-Nouvelle Donne : Nora Mebarek, conseillère municipale d'Arles. Les 4 listes européistes françaises bénéficient de la réattribution des sièges : l'alliance Parti socialiste-Place publique-Nouvelle donne, affiliée au S&D, est passée de 5 à 6 sièges et a rattrapé ainsi la France insoumise (LFI). Europe Ecologie-Les Verts (groupe Verts-ALE) a également gagné un siège, passant de 12 à 13 eurodéputés. LREM (+ 2 sièges) et le Rassemblement national (+ 1 siège) se retrouvent à égalité avec 23 élus. De belles alliances et compromissions en perspective.

Tous les peuples d'Europe ont intérêt à sortir de l'UE :

https://dev-54ta5gq-2kp2mv3h7kbb6.eu-4.platformsh.site/node/5154

Qui seront les prochains qui oseront claquer la porte ?

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire